

• (1425)

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

M. Preston Manning (Calgary-Sud-Ouest): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre.

Pendant le congé parlementaire, Statistique Canada a annoncé que la dette fédérale et celles des provinces totalisaient 660 milliards de dollars, ce qui représente 93 p. 100 du PIB ou 23 000 \$ de dette pour chaque homme, femme et enfant dans le pays.

Le premier ministre reconnaîtra-t-il aujourd'hui. . .

Des voix: Oh, oh!

Le Président: Je sais que l'atmosphère de la Chambre nous a manqué et que nous sommes tous impatients de reprendre le collier. Je sais aussi que tous les députés voudront écouter la question du député de Calgary-Sud-Ouest.

M. Manning: Je parlais du niveau record de la dette. Le premier ministre reconnaîtra-t-il aujourd'hui que ce niveau d'endettement est inacceptable et que le gouvernement doit maintenant envisager des mesures extraordinaires, au-delà de celles prévues dans le budget, pour lutter contre ce problème?

Le très hon. Jean Chrétien (premier ministre): Monsieur le Président, je conviens avec le député que nous ne sommes pas du tout contents et que nous ne trouvons pas très facile d'être aux prises avec cette énorme dette.

Nous avons accédé au pouvoir il y a six mois à peine. Lorsqu'un gouvernement est confronté à un tel problème, il doit s'assurer que les mesures qu'il prend en vue de le régler ne causeront pas une récession qui ne fera qu'aggraver la situation.

C'est pourquoi nous avons adopté une approche très équilibrée. Nous avons fait des compressions qui ont suscité certaines critiques de la part des partis de l'opposition. Il y a des gens qui voudraient encore plus de compressions, mais nous savons que, si nous essayons de réduire la dette trop rapidement, nous ne ferons qu'aggraver le problème du chômage. Le Canada étant un pays civilisé, nous ne laissons pas les chômeurs mourir de faim. Nous les aidons à traverser les périodes difficiles.

C'est pourquoi nous croyons que notre approche équilibrée est la meilleure. Nous avons pris des décisions très difficiles sur le plan des réductions, mais nous avons quand même continué de faire de la création d'emplois au Canada une priorité. J'espère que le député reconnaîtra que la relance économique a permis la création de 114 000 nouveaux emplois au cours des deux derniers mois. Ce n'est pas mal.

M. Preston Manning (Calgary-Sud-Ouest): Monsieur le Président, la réponse du premier ministre me paraît incroyable. Il y a autre chose que tous les députés à la Chambre reconnaîtront plus facilement. En ce moment, le gouvernement dépense cha-

Questions orales

que jour 110 millions de dollars de plus que ce qu'il encaisse. Nous nous dirigeons tout droit vers une crise financière.

Ma question au premier ministre est la suivante: admettra-t-il aujourd'hui que ce rythme de dépense ne peut tout simplement pas être maintenu et que le gouvernement devra envisager des mesures extraordinaires, qui ne sont prévues ni dans le livre rouge, ni dans le discours du Trône, ni dans le budget, pour réduire les dépenses?

Le très hon. Jean Chrétien (premier ministre): Monsieur le Président, le dernier budget contenait des compressions de dépenses substantielles. Cela n'était pas facile. Nous devons faire face à certains problèmes et nous croyons que les solutions que nous avons proposées sont très acceptables.

Nous avons fixé un objectif qu'il nous est possible d'atteindre, à savoir ramener le déficit à l'équivalent de 3 p. 100 du PIB. Cet objectif est très raisonnable parce qu'il correspond à ce qui est exigé en Europe des pays qui veulent être autorisée à adopter la nouvelle unité monétaire, l'ECU. Si cela suffit à tous les pays européens, cela devrait aussi suffire au Canada. C'est un engagement que nous avons pris dans le livre rouge et nous atteindrons ce but.

M. Preston Manning (Calgary-Sud-Ouest): Monsieur le Président, les pays membres de la Communauté européenne accumulent les dettes au rythme de 60 p. 100 de leur PIB. Le gouvernement du Canada accumule des dettes au rythme de 93 p. 100 de son PIB. À ce compte-là, nous ne pourrions pas entrer dans la Communauté européenne.

J'ai une question supplémentaire. Que le premier ministre ne soit pas disposé à donner de réponses convaincantes à l'opposition, c'est une chose, mais il doit convaincre les investisseurs et les prêteurs du secteur privé qui créent les emplois.

• (1430)

Le premier ministre admettra-t-il que les Canadiens attendent de lui, et pas du ministre des Finances ni du ministre du Développement des ressources humaines, mais de lui, le premier ministre, qu'il se dise prêt à envisager des mesures extraordinaires pour ralentir le rythme de dépense excessif de son gouvernement?

Le très hon. Jean Chrétien (premier ministre): Monsieur le Président, je me suis engagé à contrôler les dépenses. C'est pourquoi il y a eu tant de compressions, que l'opposition nous a d'ailleurs reprochées.

Nous avons un programme et nous voulons le respecter. Nous n'allons pas changer d'idée tous les jours. Nous nous en tiendrons à notre plan. Les marchés montrent que nous avons un très bon ministre des finances. Je lui fais totalement confiance et il est parfaitement compétent. Le ministre du Développement des ressources humaines est un homme expérimenté et doué de grandes qualités. Il est un excellent ministre.

Nous avons une bonne équipe et les marchés devraient lui faire confiance.